

PAKISTAN

Pervez Musharraf se taille un régime sur mesure

mardi 1er janvier 2008, par [Dawn \(Pakistan\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2007).

Malgré la levée de l'état d'urgence le 15 décembre, le quotidien *Dawn* souligne que le président conserve son emprise sur la vie politique. A moins de trois semaines des législatives, l'avenir du pays semble bien sombre.

Le samedi 15 décembre, la parenthèse ouverte le 3 novembre avec la proclamation de l'état d'urgence par Pervez Musharraf s'est refermée [quand le chef d'Etat pakistanais a rétabli la Constitution]. Le président a indiqué que tous ses objectifs avaient été atteints et que les conspirateurs [islamistes] étaient hors d'état de nuire. Mais c'est en vain que l'on a attendu un soupçon de regret dans le discours du président. Celui-ci n'a ressenti aucun besoin de s'excuser, puisque toute la nation courbe l'échine devant les convictions d'un seul homme qui se voit comme le sauveur de la fragile démocratie pakistanaise.

La levée de l'état d'urgence et le rétablissement de la Constitution ont été salués par les gouvernements alliés dans le monde entier. A l'inverse, les réactions des hommes politiques pakistanais sont plus réservées. Parmi eux, [le leader du Parti du peuple pakistanais] Benazir Bhutto s'est dit agréablement surpris de voir que le président avait respecté sa promesse [de lever l'état d'urgence avant le début officiel de la campagne législative]. Mais elle a précisé que la tenue d'élections libres et impartiales [le 8 janvier 2008] restait la condition nécessaire à une éventuelle collaboration entre elle et Musharraf.

Une chose est sûre : depuis la proclamation de l'état d'urgence, tout se passe comme Pervez Musharraf l'avait prévu. En tant que chef des armées, il a suspendu les libertés [avant de renoncer à son uniforme, le 28 novembre]. Le pouvoir judiciaire a ensuite été renvoyé dans ses foyers [lorsqu'il a destitué la Cour suprême indépendante], et la liberté d'information a été largement amputée. Et, [malgré la restauration de la Constitution samedi], toutes ces mesures restent en place.

Le président conserve tous les pouvoirs exceptionnels qu'il s'était arrogés en tant que chef des armées. Il n'a d'ailleurs renoncé à son poste de chef d'état-major qu'une fois sa réélection validée par une Cour suprême remaniée à sa totale dévotion. Enfin, il a amendé la Constitution, afin de couvrir toutes les mesures prises depuis le 3 novembre, avant de la restaurer dans son état initial.

Toutes ces manipulations demeurent hautement controversées. D'ailleurs, le président n'a rien fait pour apaiser les craintes de l'opposition concernant la transparence du scrutin, même s'il a invité des observateurs internationaux à contrôler le processus. Dans le même temps, Pervez Musharraf a clairement indiqué qu'il ne tolérerait aucune contestation autour des résultats. Plus que jamais, le peuple pakistanais voit son avenir politique lui échapper.

P.-S.

* Éditorial du journal pakistanais DAWN.